La relation franco-canadienne : bilan de l'année 2015 et ses perspectives

La relation franco-canadienne a une véritable spécificité, une histoire commune :

- qui prend ses racines au XVIIème siècle,
- qui est fondée sur le partage d'une langue commune, le français,
- qui s'est enrichie au gré des événements parfois tragiques comme les deux guerres mondiales.

La France et le Canada entretiennent aujourd'hui une relation d'une rare densité qui ne se limite pas uniquement à des contacts institutionnels, des visites ministérielles, mais à des échanges entre citoyens, entre sociétés civiles, entre universités, entre laboratoires de recherche, entre entreprises... Ce qui me fait dire que, quoiqu'il puisse advenir sur un plan politique, la France et le Canada sont liés par une solidarité de valeurs, une forme de communauté de destin.

C'était mon instant lyrique, je reviens donc à des considérations plus pragmatiques sur cette relation dont je vais vous faire le bilan pour l'année 2015 et vous donnerai ses grandes perspectives.

1) Bilan 2015 des relations franco-canadiennes :

Alors que la relation franco-canadienne avait été marquée, en 2014, par la visite d'Etat que le Président de la République a effectué au Canada; la relation franco-canadienne, en 2015, s'est inscrite dans une triple perspective: une certaine continuité, une prégnance accentuée des enjeux globaux et la situation politique intérieure canadienne.

a) Une certaine continuité :

La France et le Canada ont toujours partagé une vision proche des relations internationales, avec un accent sur les **enjeux de sécurité, la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme**. C'est la raison pour laquelle nous nous coordonnons très régulièrement dans différentes enceintes internationales, que ce soit l'OTAN, le G7, le G20, l'Organisation de la Coopération, du développement économique (OCDE), l'Organisation de la sécurité et de la coopération et de sécurité en Europe (OSCE), l'Organisation internationale de la Francophonie.

A titre d'illustration de cette coopération franco-canadienne sur le plan international, je pense à notre action conjointe dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola, où des équipes médicales françaises et canadiennes sont intervenues ensemble pour juguler cette épidémie. Mais aussi à notre participation commune à la coalition internationale contre Daesh (nom que l'on donne, en France, à l'Etat islamique).

Le « substrat » de la relation franco-canadienne, comme je le disais, dans mon introduction, s'incarne dans les **échanges économiques et commerciaux**. Plus de 600 entreprises françaises sont implantées au Canada, lesquelles emploient 85 000 personnes ; dans le sens inverse, 200 entreprises canadiennes sont installées en France, employant 21 000 personnes. Avec un commerce bilatéral qui s'élève à environ 11 milliards d'euros (environ 16 milliards de dollars canadiens), **la France est le 9**ème **partenaire commercial du Canada**. Le tourisme, avec environ un million de Canadiens qui se sont rendus en France et environ 450 000 Français au Canada, occupe une place très importante.

La relation bilatérale est également alimentée par de **nombreux partenariats dans le domaine de l'éducation et de l'universitaire.** Nous avons, par exemple, renforcé la mobilité étudiante en 2^{ème} et 3^{ème} cycles (masters et doctorat), grâce à un accord entre CampusFrance et Mitacs. Nous avons également un accord en faveur de la mobilité des jeunes, entré en vigueur cette année, et qui permet dans son principe à 14 000 jeunes français et canadiens de séjourner au Canada ou en France pour une période standard de deux ans. Dans le domaine de la **recherche et de l'innovation**, notre relation est structurée, entre autres, par un Fonds France Canada pour la Recherche qui soutient des projets innovants conduits conjointement par des laboratoires français et canadiens. Selon une évaluation faite à partir du nombre de copublications, le Canada est notre septième partenaire scientifique (deuxième hors Europe) et nous sommes son cinquième partenaire scientifique. Dans le domaine de l'innovation, nous avons mis en place un expert technique international spécialisé dans ce domaine à Toronto : il a notamment vocation à appuyer le développement de partenariats entre entreprises canadienne et française innovantes.

Il ne faut pas oublier que la France est également un voisin du Canada avec St-Pierre-et-Miquelon situé au large de Terre-Neuve-et-Labrador. Nous tentons donc de développer une coopération régionale avec le Canada et surtout les provinces atlantique, visant à mieux intégrer l'archipel dans son environnement géographique.

Tout cela est structuré dans le cadre d'un **Programme de coopération renforcée**, adopté par le Président de la République et le Premier ministre en 2013, qui continue d'être mis en œuvre.

b) L'impact des enjeux globaux sur la relation bilatérale :

La relation franco-canadienne a été marquée en 2015 par le surgissement dans l'actualité internationale d'enjeux majeurs. J'en citerai deux.

D'abord, par la menace terroriste en provenance du Proche et Moyen-Orient s'est accentuée au cours de 2015. Elle n'est certes pas nouvelle mais elle s'est concrétisée par les

terribles attentats qu'a connus la France notamment les 7 janvier et 13 novembre dernier, mais aussi d'autres pays comme le Canada en octobre 2014, la Tunisie, le Mali, le Nigéria, etc. Face à cette menace qui n'a jamais été aussi tangible, la France et le Canada ont évidemment renforcé leurs échanges : lutte contre le terrorisme, lutte contre la radicalisation, échange d'informations, etc.

La lutte contre le changement climatique a été, en 2015, le cœur de notre activité diplomatique dans le monde et ici au Canada. La conclusion positive de la 21 ème Conférence des Etats parties à la Convention des Nations unies sur les changements climatiques est la plus belle récompense de l'engagement de la France mais aussi du Canada. Ici à Ottawa, mais aussi à Vancouver, Toronto, Montréal, Québec, Moncton, nous avons travaillé en lien étroit avec les organisations de la société civile canadienne engagées sur ce thème afin de sensibiliser les populations aux enjeux, à l'existence de solutions concrètes pour préserver l'avenir de notre planète. Même si, en début d'année, nous n'avons pas ressenti un intérêt particulier du gouvernement fédéral pour cette question, nous avons également travaillé très étroitement avec l'excellente équipe des négociateurs canadiens.

c) L'impact de la situation politique intérieure canadienne :

Les contacts à haut niveau sont, de manière générale, tributaires des impératifs de politique intérieure. Lorsqu'un pays entre dans une phase pré-électorale ou électorale, le nombre de contacts bilatéraux à haut niveau diminue. Ni le Canada, ni la France n'échappent à cette logique. Et c'était le cas du Canada cette année avec la 42^{ème} élection générale.

C'est la raison pour laquelle, après des années 2013 et 2014 particulièrement bien remplies, il y a eu, cette année, moins de rencontres entre haut responsables gouvernementaux, à l'exception notable d'un déplacement du Ministre des affaires étrangères du Canada, M. Rob Nicholson, en France, au lendemain de sa prise de fonctions. L'Ambassade de France a également dû quelque peu atténuer ses activités d'influence lors de cette période un peu sensible.

La victoire du Parti libéral du Canada aux élections et la nomination de M. Justin Trudeau aux hautes fonctions de Premier ministre s'est suivie d'une reprise de ces contacts bilatéraux à haut niveau. Le Premier ministre du Canada, accompagné de son Ministre des Affaires étrangères et de sa Ministre de l'Environnement, a noué un premier contact avec le Président de la République et le Premier ministre à l'occasion d'une rencontre bilatérale le 29 novembre dernier. Il avait déjà eu l'occasion de rencontrer notre Ministre des Affaires étrangères, lors de la réunion du G20 d'Antalya mi-novembre.

Ces contacts qui se sont très bien passés augurent du meilleur pour le développement de la relation bilatérale. J'en viens donc à ses perspectives.

2) Des perspectives pour 2016 :

Le développement de la relation franco-canadienne dépendra de la façon dont les deux gouvernements accorderont leurs priorités. Il y a, sur le fond, déjà de grandes lignes qui se dessinent en réponse à des défis auxquels le Canada et la France sont confrontés. J'en vois trois.

a) L'économie comme point de convergence :

2016 pourrait être marquée par l'impératif économique et les engagements pris dans nos deux pays pour stimuler la croissance. Comme vous le savez sans doute, l'Union européenne et le Canada ont travaillé sur un **Accord économique et commercial global**, un accord extrêmement complet visant à faciliter les investissements et les échanges commerciaux, abaisser les barrières douanières tout en préservant certaines spécificités (comme les origines géographiques), de part et d'autre. Cet accord qui est, dans une phase de relecture juridique, pourrait donc être finalisé cette année et contribuer au développement de nos relations économiques.

Dans un cadre plus bilatéral, nous comptons accentuer notre coopération dans le domaine de l'innovation, absolument indispensable pour assurer des perspectives à nos deux économies.

b) Faire face ensemble aux menaces globales :

Vous le savez, l'impératif en France est la **lutte contre le terrorisme**. Cela se traduit notamment par un engagement sur le terrain, à la source de la menace, que ce soit en Afrique dans la bande sahélienne ou au Moyen Orient, avec les frappes aériennes en Irak et en Syrie. On sait d'ores et déjà que le Canada va reformuler sa participation à la coalition internationale contre Daesh. C'est une dimension qui a été assimilée et acceptée en France : nous savons que le Canada saura apporter son expertise sur d'autres terrains : la formation, la logistique, etc. 2016 pourrait donc se traduire par des synergies accrues entre la France et le Canada dans ce domaine, y compris sur un plan plus opérationnel, par exemple, en Afrique.

L'engagement en faveur de la paix et de la stabilité est partagé par le Canada et la France. Il reste des théâtres où la situation demeure fragile comme à l'Est de l'Ukraine, des dossiers sensibles comme le nucléaire iranien. Sur ces dossiers, qui ne sont que des exemples, nul doute que la France et le Canada arriveront à travailler ensemble.

c) L'après-CoP 21, réussir le pari du changement :

L'accord obtenu, in extremis, cette fin de semaine, à la Conférence des Etats parties contre la lutte contre le changement climatique, n'est que la première étape d'un changement radical, majeur. Maintenant, il faut mettre en œuvre les engagements pris, amorcer la mutation de nos économies.

La France et le Canada ont tous les deux un rôle à jouer, par exemple par la valorisation des technologies vertes et propres, des infrastructures et modes de vie économes en énergie. Nous avons tant à partager dans ces domaines.

* *

*

Je crois qu'on pourrait en dire encore beaucoup sur la relation France-Canada mais j'espère que cette présentation vous a donné un bel aperçu de ce qui s'est fait et de ce qui, probablement, se fera.

J'achèverai mon propos sur un point. J'ai dit que la France et le Canada étaient liés par une solidarité de valeurs. Je dirais qu'il y a aussi une fascination réciproque : le Canada est perçu par nombre de mes compatriotes comme une terre pleine de promesses et porteuse d'un avenir meilleur ; je crois pouvoir dire que les Canadiens ont une affection et une admiration particulière pour la France.

De cela, moi et mes collègues pouvons en attester. Nous en avons eu une belle démonstration au lendemain des attentats du 13 novembre. Je peux vous dire qu'après un tel événement, on se sent terriblement seul et impuissant ; les nombreux témoignages de sympathie, délicats et émouvants, que nous avons pu recevoir de la part de Canadiennes et Canadiens de tous horizons ont été un vrai baume au cœur.

Je vous remercie.

Conférence prononcée le dimanche 13 décembre 2015, par :

M. Mathieu Schuster

Premier secrétaire de l'Ambassade de France au Canada, Chargé de la politique intérieure canadienne